25-06-19 Personnel Communal – Personnel Communal

Maintien du régime indemnitaire en cas d'absence maladie

Monsieur le Maire expose :

L'article 189 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 réduit l'indemnisation des fonctionnaires en congé de maladie ordinaire (CMO) durant les trois premiers mois du congé.

Désormais, l'article L.822-3 du Code Général de la Fonction Publique prévoit que le fonctionnaire (CNRACL et IRCANTEC) placé en congé de maladie ordinaire bénéficiera pendant les 3 premiers mois d'un maintien de 90 % du traitement (contre 100 % jusqu'à présent), puis, pendant les 9 mois suivants, d'un maintien de 50 % du traitement (inchangé).

Cette mesure est transposée par décret aux agents contractuels.

En effet, le décret n°2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie modifie l'article 7 du décret n°88-145 pour appliquer les mêmes dispositions à la rémunération du congé de maladie ordinaire selon leur ancienneté :

- après quatre mois de services, un mois à 90 % de son traitement et un mois à demi-traitement ;
- après deux ans de services, deux mois à 90 % de son traitement et deux mois à demi-traitement ;
- après trois ans de services, trois mois à 90 % de son traitement et trois mois à demi-traitement.

Cette mesure impacte également le régime indemnitaire.

En application du principe de parité, les conditions de sa modulation pendant un congé de maladie définies par délibération ne doivent pas être plus favorables que celles applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Or, pour ces derniers, il est expressément prévu qu'en cas de congé de maladie ordinaire, « le bénéfice des primes et indemnités (...) est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement » (article 1er du décret n° 2010-997 du 26 août 2010).

Ainsi, conformément aux dispositions précitées et aux différentes délibérations déjà adoptées, les modalités de maintien du régime indemnitaire en cas d'absence pour raison de santé sont désormais les suivantes :

Congé maladie ordinaire à plein traitement

Maintien du régime indemnitaire dans les mêmes proportions que le traitement, à savoir,

- suppression du régime indemnitaire le 1^{er} jour (jour de carence),
- déduction de 10 % à partir du deuxième jour.

Congé maladie ordinaire à demi-traitement

Suspension du régime indemnitaire.

Congé longue maladie, maladie grave et de longue durée

Suspension du régime indemnitaire.

En cas de requalification rétroactive d'un congé antérieurement accordé en congé longue maladie, maladie grave ou de longue durée, l'agent conserve le bénéfice de régime indemnitaire mensuel versé durant ce congé avant la requalification.

Congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident de travail et maladie professionnelle)

Maintien du régime indemnitaire dans les mêmes proportions que le traitement durant toute la durée du congé.

En cas de requalification rétroactive d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service en congé de maladie ordinaire, l'application de la règle de proratisation sera appliquée rétroactivement.

Temps partiel thérapeutique

Versement du régime indemnitaire au prorata de la quotité du temps partiel pour raison thérapeutique.

Congés liés aux responsabilités parentales (maternité, naissance, adoption, paternité)

Maintien du régime indemnitaire dans les mêmes proportions que le traitement durant toute la durée du congé.

Ces nouvelles dispositions ont été présentées au Comité Social Territorial du 23 juin 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le régime indemnitaire en cas d'absence maladie comme précité.

Copie conforme

**A Saint-Priest en Jarez,
Le 24 juin 2025**

**Le Maire,
Christian SERVANT**

**La Secrétaire de séance
Michèle BISACCIA, 1^{ère} Adjointe**

Délibération du Conseil Municipal de Saint-Priest en Jarez

Séance du 23 juin 2025

25-06-19 *Personnel Communal* – Personnel Communal

Maintien du régime indemnitaire en cas d'absence maladie

Le Maire certifie :

1 - que la convocation de tous les Conseillers Municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ; que la délibération ci-après transcrite textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée par extrait à la porte de la Mairie le lendemain ;

2 - Que le nombre de Conseillers en exercice au jour de la séance était de 28 sur lesquels il y avait 19 membres présents, à savoir :

Etaient présents :

MM. SERVANT Christian - BISACCIA Michèle - MOUNIER Rémy - PAPIN Mireille - PELLEGRIN Jacques - GEUSENS Christine - BRUNEAU Claude - ZAVROSA Gilbert - WOLFF Paule - SAHUC Jean-François - DI PAOLO Antonio - BOUGAULT Claude - COSSEY Michel - BAUDRY Michèle - CONVERT Pascale - ADAM Fabrice - SCHERRER Marie-Jeanne - GARBAY Isabelle - RODRIGUES SOUSA Hugo

Etaient absents et excusés :

MM. REPELLINI Raymonde - JOTHIE Marc - ACHARD Pierre - TALIA Christophe - BARBE Sylvie JOLY Florence - LAFON Lise - MOURGUES Corinne - PUPIER Franck

Avaient donné procuration :

M. JOTHIE à M. BRUNEAU
M. ACHARD à M. DI PAOLO
Mme BARBE à Mme PAPIN
Mme MOURGUES à M. MOUNIER

Etait secrétaire de séance :

Mme BISACCIA

Publiée le :